

LES ENQUÊTES DE L'ACT

Perception du tabac par les Français en 2023

Précisions méthodologiques

L'enquête présentée résulte de la huitième et dernière édition des indicateurs de l'ACT-Alliance contre le tabac et mesure l'évolution de la perception du tabac en France. Elle a été réalisée par l'institut de sondage BVA pour l'ACT avec le soutien du fonds de lutte contre les addictions.

Il s'agit d'une enquête réalisée par internet via un Access Panel¹ auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en France métropolitaine. La méthodologie utilisée est identique pour les huit enquêtes réalisées de novembre 2020 à juillet 2023.

L'échantillon a été construit de façon à être représentatif de la population. La représentativité est assurée par la méthode des quotas, appliquée aux variables suivantes : sexe et âge du répondant, profession de la personne de référence du ménage, région et catégorie d'agglomération. Les résultats ont ensuite été redressés afin d'être représentatifs de cette population. Les données de calage utilisées proviennent de l'Enquête Emploi en Continu 2018 - 15 ans et plus (France Métropolitaine) de l'INSEE.

¹ Panel présélectionné par une société de sondages, caractérisé par sa disponibilité pour répondre aux études. Des Access panels.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	<u>05</u>
Acceptabilité sociale du tabac	<u>06</u>
Opinion sur l'industrie du tabac	<u>08</u>
Perception des mesures de lutte contre le tabac et les produits de la nicotine	<u>10</u>
Des idées reçues à déconstruire	<u>12</u>
Conclusion	<u>14</u>

Note de lecture des graphiques

La mention ST signifie « Sous-total »

Par exemple : % ST D'accord = % Tout à fait d'accord + % Plutôt d'accord

Les résultats des 8 dernières enquêtes sont rappelés de la façon suivante :



Les évolutions de résultats entre les enquêtes sont indiquées de la façon suivante, lorsqu'il existe un écart statistiquement significatif à un seuil de 95 % :

↗ 4 vs #1 Indicateur en hausse de 4 points par rapport à la 1^{re} enquête (novembre 2020)

↘ 5 vs #4 Indicateur en baisse de 5 points par rapport à la 4^e enquête (avril 2022)

Les différences significatives de résultats sont indiquées de la manière suivante lorsqu'il existe un écart significatif de ce résultat par rapport au reste de la population (au seuil de 95 %) :

SOUS-TOTAL OUI 3%	
+ Non fumeur : 72 %	+ signifie qu'il y a 95 % de chances que le résultat de cette sous-population soit statistiquement supérieur à celui du reste de la population
+ Ancien fumeur : 63 %	- signifie qu'il y a 95 % de chances que le résultat de cette sous-population soit statistiquement inférieur à celui du reste de la population
- Fumeur : 26 %	

Introduction

En 2021, plus de trois adultes sur dix déclaraient fumer (31,9%) et un quart déclaraient fumer quotidiennement (25,3%)²; des résultats stables depuis 2019 qui soulignent la nécessité de poursuivre les efforts et de compléter les méthodes de prévention en matière de lutte contre le tabagisme. C'est dans cette optique que l'ACT-Alliance Contre le Tabac, collectif d'associations reconnu d'intérêt général, a démarré en 2020 un programme pluriannuel de « Dénormalisation du tabac » financé par le fonds de lutte contre les addictions. La finalité principale de cette approche est de contribuer à la lutte contre le tabagisme proposant des campagnes avec des messages et des canaux de diffusion renouvelés grâce à un discours non plus centré sur les conséquences sanitaires du tabac mais sur ses conséquences sociétales et environnementales. Cette approche a donc pour but de renouveler l'intérêt du grand public et des décideurs pour la lutte contre le tabagisme.

Dans le cadre de la mise en place d'un tel programme, des enquêtes sur la perception des Français vis-à-vis de la consommation de produits du tabac, de son industrie et de sa réglementation sont des outils importants et complémentaires aux études annuelles sur la prévalence tabagique réalisées par Santé Publique France. Ces enquêtes, réalisées 2 à 3 fois par an par l'institut de sondages BVA, permettent de mieux orienter et de suivre la mise en place de ces méthodes innovantes de prévention.

Ces enquêtes sont réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en France métropolitaine et ont vocation à être répétées avec la même méthode afin de pouvoir attester d'une possible évolution des opinions et perceptions à l'égard du tabac en France. Huit enquêtes ont été réalisées à ce jour en novembre 2020, mars 2021, septembre 2021, mai 2022 et septembre 2022, décembre 2022, avril 2023 et juillet 2023. Ces sondages offrent ainsi un éclairage nouveau sur la lutte contre le tabac appréhendée ici comme un phénomène de société à part entière et non plus seulement comme une problématique sanitaire.

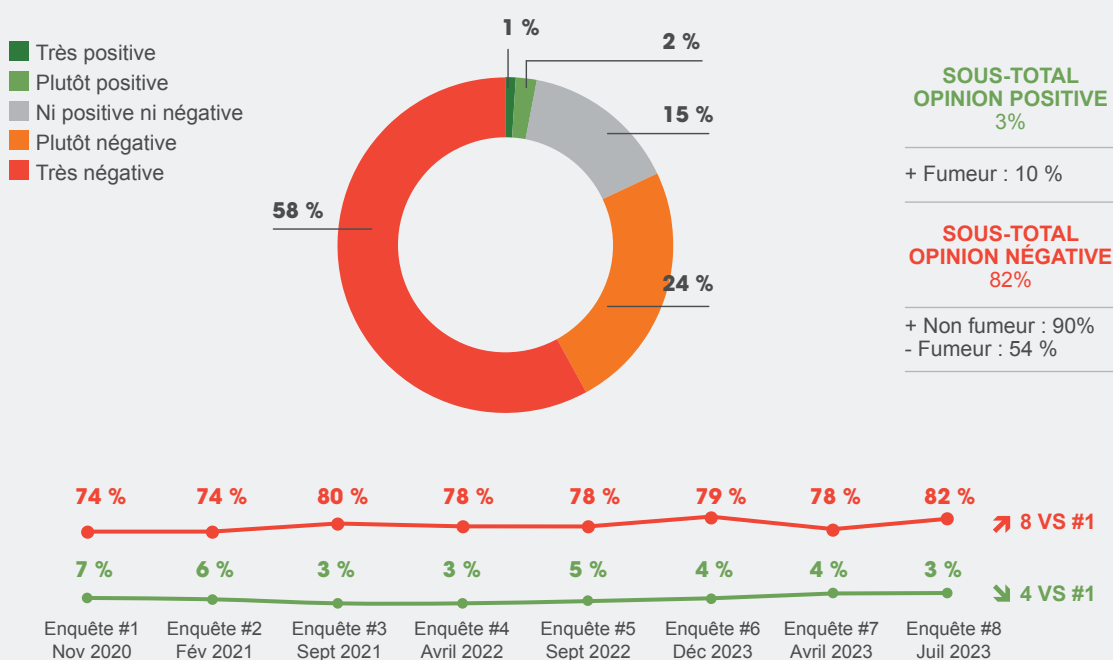
² Pasquereau A, Andler R, Guignard R, Gautier A, Soullier N, Richard JB, et al. Prévalence nationale et régionale du tabagisme en France en 2021 parmi les 18-75 ans, d'après le Baromètre de Santé publique France. Bull Épidémiol Hebd. 2022;(26):470-80. http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2022/26/2022_26_1.html

Acceptabilité sociale du tabac

Le premier enseignement de ces enquêtes concerne l'opinion à l'égard des produits du tabac : on observe globalement depuis le début du programme une mauvaise opinion des Français à ce sujet, ils sont de plus en plus nombreux à déclarer avoir une opinion négative ou très négative du tabac. On remarque néanmoins que ce rapport reste ambivalent et qu'il existe un réel clivage de l'opinion en fonction du statut tabagique des personnes interrogées.

Une mauvaise opinion des produits du tabac qui progresse depuis 2020...

Réponse à la question : « **Quelle est votre opinion générale sur le fait de fumer des produits du tabac ?** » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)



D'après nos enquêtes, les Français ont en grande majorité (82%) une opinion négative du tabac. A la question « Quelle est votre opinion générale sur le fait de fumer des produits du tabac ? » ils sont 58% à répondre « Très négative », et 24% à nuancer cette opinion en répondant « Plutôt négative ». **La proportion de personnes ayant une opinion négative des produits du tabac a augmenté de 8 points depuis novembre 2020.** Si cette position est moins prononcée chez les fumeurs leur opinion globale à l'égard des produits du tabac reste majoritairement négative (54%).

L'enquête EROPP de l'OFDT a étudié ces représentations négatives du tabac qui sont décrites comme empreintes d'une forte dimension de dégoût et qui sont associées à la déchéance physique et à un risque élevé de mortalité, y compris chez les fumeurs. Contrairement à d'autres produits psychotropes les effets du tabac à long terme sont systématiquement mentionnés et identifiés à une mort certaine³.

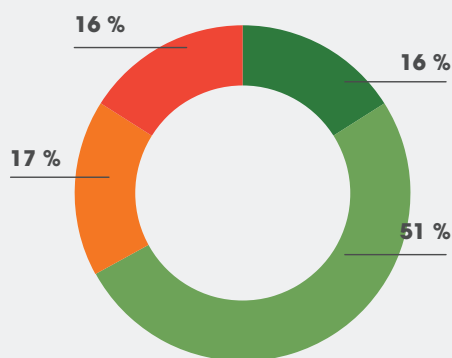
Cela confirme que les conséquences sanitaires du tabac sont connues, contrairement à celles environnementales et sociétales de ses industriels.

³ Tabagisme et arrêt du tabac en 2021 – OFDT, 20 P., Avril 2022. Disponible sur: <https://www.ofdt.fr/publications/collections/bilans/tabagisme-et-arret-du-tabac-en-2021/>

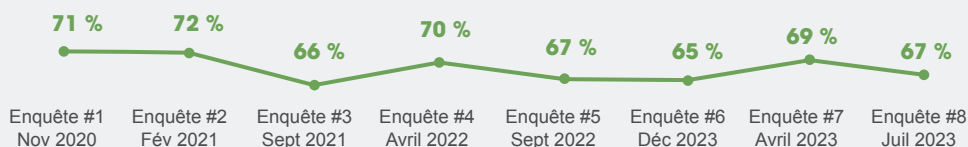
...mais dont la consommation est encore considérée comme une liberté individuelle

Accord ou désaccord avec l'affirmation « fumer est une liberté individuelle qu'il faut respecter » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord



+ Diplôme < Bac : 73%
 + Fumeur : 89%
 + Utilisateur cig.électronique : 89%
 - Non fumeur : 61%



En juillet 2023, **67% des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation « Fumer est une liberté individuelle qu'il faut respecter »**, une proportion stable depuis le début du programme en 2020. La différence de perception est toutefois notable entre fumeurs et non-fumeurs : 89% des fumeurs sont globalement d'accord avec cette affirmation contre 61% des non-fumeurs.

Cette différence de perception entre fumeurs et non-fumeurs est observable dans toutes nos enquêtes. Elle s'explique notamment par le fait que les fumeurs développent ou adhèrent à des représentations sociales et à des idées fausses concernant le tabac⁴. Dans ce contexte, les actions de dénormalisation du tabac semblent très pertinentes car ces campagnes fédèrent non-fumeurs et fumeurs autour de thématiques sociétales et environnementales communes qui visent à éclairer le rôle de l'industrie du tabac dans l'épidémie tabagique et non à stigmatiser le fumeur.

⁴ Oakes W, Chapman S, Borland R, Balmford J, Trotter L. «Bulletproof skeptics in life's jungle»: which self-exempting beliefs about smoking most predict lack of progression towards quitting? Prev Med. 2004 Oct;39(4):776-82.

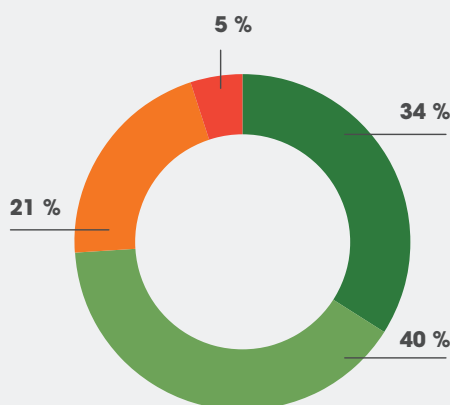
Opinion sur l'industrie du tabac

Révéler au grand public les méfaits de l'industrie du tabac sur l'environnement et le non-respect des droits humains constitue un levier significatif pour influencer les perceptions du tabagisme en particulier auprès des plus jeunes. Nos enquêtes révèlent que les Français ont une connaissance limitée des conséquences non sanitaires des activités de cette industrie mais que lorsqu'ils en sont informés, ils y sont très sensibles.

L'industrie du tabac perçue comme incompatible avec les droits humains

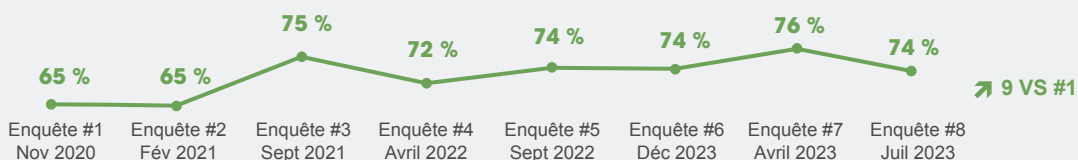
Accord ou désaccord avec l'affirmation « **L'industrie du tabac va à l'encontre des droits humains en vendant un produit addictif** » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord



SOUS TOTAL D'ACCORD
74 %

+ Non fumeur : 77%
- Fumeur : 64 %

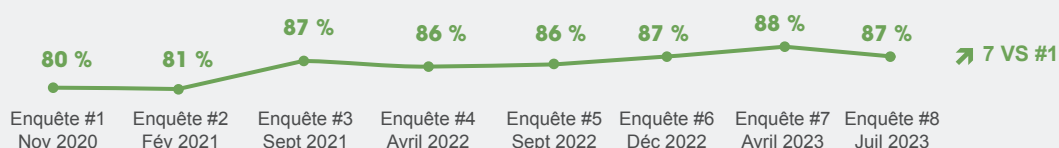
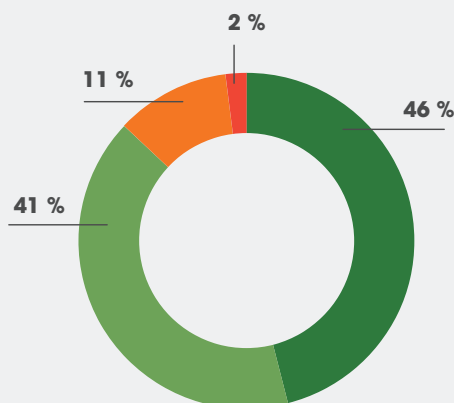


Une large majorité des personnes interrogées s'accordent sur le fait que « l'industrie du tabac va à l'encontre des droits humains en vendant un produit addictif » (74%) : 34% des personnes interrogées se déclarent « tout à fait d'accord » avec cette affirmation, 40% d'entre elles sont « plutôt d'accord » avec celle-ci. **La proportion de personnes se déclarant globalement d'accord avec cette affirmation a augmenté de 9 points depuis 2020.** Les campagnes de l'ACT dont la campagne « Changeons leur futur » sur cette thématique participent potentiellement à cette évolution des perceptions des Français même si aucun résultat ne peut être directement attribué aux campagnes.

Un consensus sur la puissance de l'industrie face aux acteurs de la lutte contre le tabac

Accord ou désaccord avec l'affirmation « L'industrie du tabac est aujourd'hui trop puissante face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord



Plus de 8 personnes sur 10 (87%) se déclarent d'accord avec l'affirmation « l'industrie du tabac est aujourd'hui trop puissante face aux acteurs de la lutte contre le tabagisme ». La proportion de personnes se déclarant globalement d'accord avec cette affirmation a augmenté de 7 points depuis 2020.

Ces résultats témoignent d'une réelle prise de conscience des Français à ce sujet et soulignent la nécessité d'apporter un soutien plus important aux politiques favorables à une réglementation plus stricte des relations entre l'industrie du tabac et les décideurs publics. Cette évolution des perceptions de l'industrie qui fait partie de la démarche de dénormalisation a pu s'accompagner dans d'autres pays d'une diminution du risque d'initiation au tabagisme, d'une réduction de la prévalence du tabagisme et d'une augmentation des tentatives d'arrêt et des intentions d'arrêt⁵.

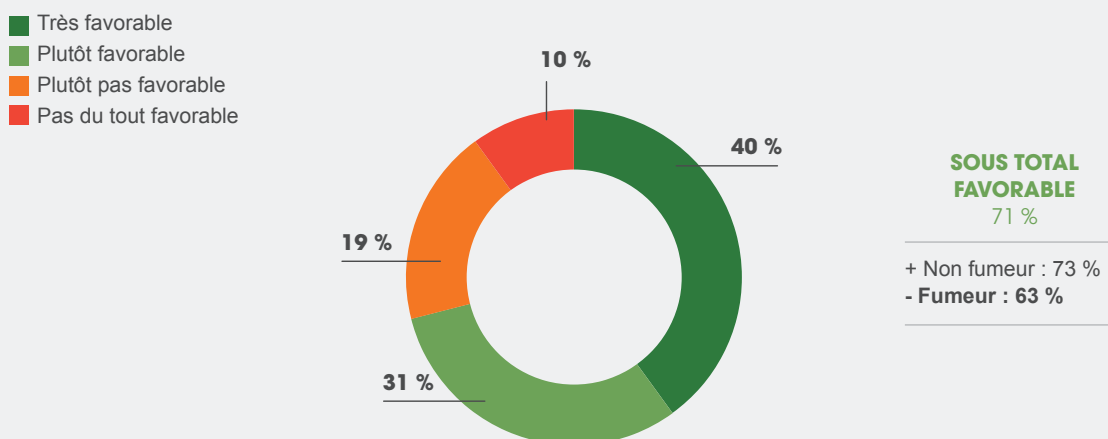
⁵Ruth E. Malone et al. Tobacco Industry Denormalisation as a Tobacco Control Intervention: A Review; San-Fransisco (CA): Tobacco Control 2012;21:162-170. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050200

Perception des mesures de lutte contre le tabac

Le travail de prévention visant à rendre le tabac moins attractif et désirable en société est très largement lié à la mise en place et au renforcement de mesures de contrôle du tabac qui permettent de réduire l'accès à ces produits et donc de ce fait l'épidémie de tabagisme. Les Français ayant globalement une image plutôt négative du tabac sont également, d'après nos enquêtes, favorables au renforcement et à la mise en place de mesures ambitieuses de lutte contre le tabac.

Une adhésion forte en faveur de l'interdiction des cigarettes électroniques jetables

Réponse à la question « Êtes-vous favorables à l'interdiction des cigarettes électroniques jetables de type « Puffs » ? » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)



Comme le rappelle l'OMS, l'industrie du tabac multiplie dernièrement les stratégies pour promouvoir les nouveaux produits du tabac et de la nicotine auprès des jeunes consommateurs⁶. Une enquête menée auprès d'adolescents français de 13 à 16 ans en septembre 2022 par l'ACT et BVA montre que 13% d'entre eux ont déjà utilisé la Puff⁷. Ces chiffres confirment l'impression d'un réel effet de mode de ce produit auprès d'un public très jeune tout comme la nécessité de son interdiction pour éviter une épidémie pédiatrique d'addiction à la nicotine. Le gouvernement français a réaffirmé en septembre 2023 sa volonté d'interdire les cigarettes électroniques jetables dites Puffs.

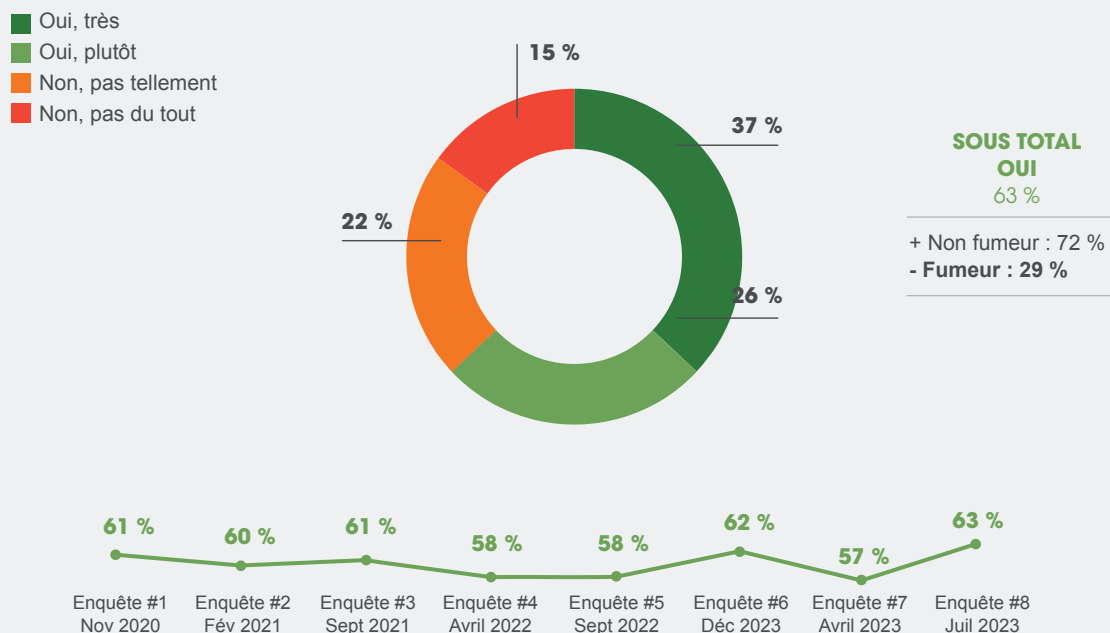
Il s'agit d'une mesure largement soutenue par les Français : 71% des personnes interrogées se disent favorables à « l'interdiction des cigarettes électroniques de type Puff ». Le fait d'être favorable ou non à la poursuite de l'augmentation du prix du tabac diffère en fonction du statut tabagique des répondants. Les fumeurs sont moins nombreux (63%) que le reste de la population à se déclarer « très » ou « plutôt » favorables à cette interdiction.

⁶ Tactiques utilisées par l'industrie du tabac et les industries connexes pour attirer les jeunes générations [Internet]. Disponible sur: <https://www.who.int/fr/news-room/questions-and-answers/item/tobacco-related-industry-tactics-to-attract-generations>

⁷ 1 ado sur 10 a déjà utilisé la Puff. L'ACT réclame son interdiction [Internet]. Alliance Contre le Tabac. 2022. Disponible sur: <https://alliancecontreletabac.org/2022/10/25/1-ado-sur-10-a-deja-utilise-la-puff-lact-reclame-son-interdiction/>

Une adhésion majoritaire à la poursuite de la hausse du prix tabac depuis 2020

Réponse à la question « Êtes-vous favorable à la poursuite de l'augmentation du prix du tabac » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)



Le gouvernement a annoncé en septembre 2023 que si l'interdiction de la cigarette électronique jetable était prévue, aucune augmentation de la fiscalité sur les produits du tabac n'était en revanche envisagée. Ces deux mesures sont pourtant soutenues par les Français et témoignent d'une démarche contradictoire du gouvernement. Si l'interdiction de la Puff permet de fermer une porte d'entrée des jeunes vers l'addiction à la nicotine et le tabagisme, le choix de ne pas augmenter les taxes sur les produits du tabac constitue une erreur majeure en matière de santé publique : la fiscalité du tabac est considérée par l'OMS comme l'outil le plus efficace pour lutter contre le tabagisme dont les Français semblent reconnaître l'utilité et la pertinence. **En effet en juillet 2023, 63% des personnes interrogées se disent favorables à la « poursuite de l'augmentation du prix du tabac ».**

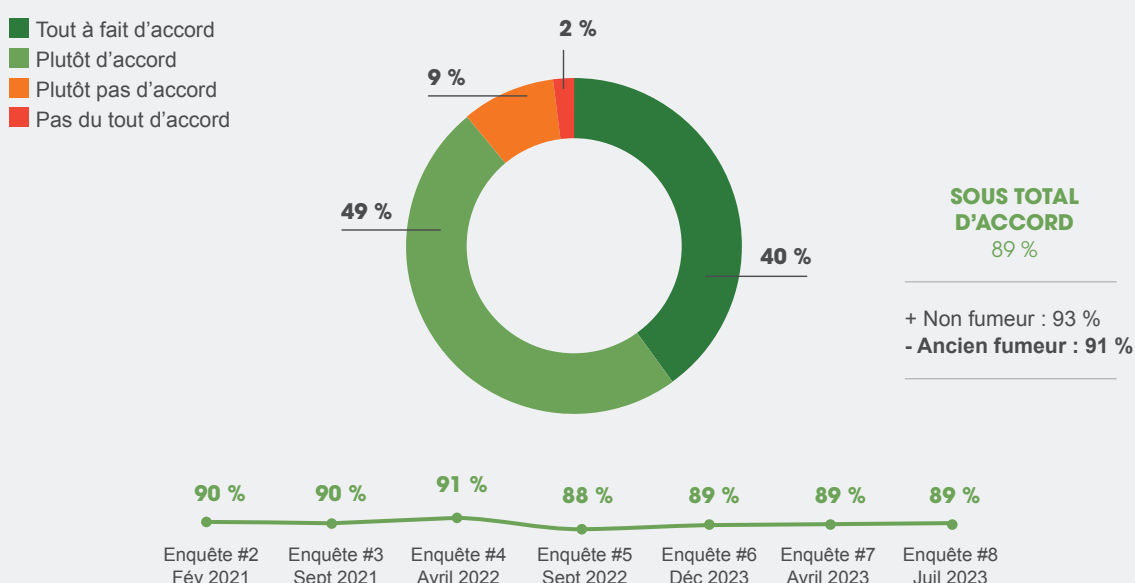
Le fait d'être favorable ou non à la poursuite de l'augmentation du prix du tabac diffère en fonction du statut tabagique des répondants. Les fumeurs sont en effet 2 fois moins nombreux (29%) que le reste de la population à se déclarer « très » ou « plutôt » favorable à cette augmentation. C'est le cas de 72% des non-fumeurs.

Des idées reçues à déconstruire

Si les personnes interrogées sont favorables à des mesures ambitieuses en matière de lutte contre le tabagisme, les résultats de l'enquête montrent que les idées reçues et entretenues par l'industrie du tabac, notamment au sujet de sa fiscalité, perdurent.

Près de 9 personnes sur 10 estiment que la hausse des taxes sur le tabac favorise la consommation de cigarettes de contrebande

Accord ou désaccord avec l'affirmation « La hausse des taxes sur le tabac favorise la consommation de cigarettes de contrebande » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)



Une très grande partie des répondants (89%) de l'enquête se déclarent d'accord avec l'affirmation « la hausse des taxes sur le tabac favorise la consommation de cigarettes de contrebande ». Il s'agit là de l'un des principaux arguments soutenus par l'industrie du tabac qui consiste à dire que l'augmentation des taxes et des prix entraîne une augmentation du commerce illicite. Les conclusions selon lesquelles le nombre de cigarettes illicites dans le monde est en baisse contredisent ces déclarations de l'industrie du tabac qui qualifie le marché noir de « problème appelé à s'aggraver » et de « menace sérieuse et croissante pour la société »⁸. Cet argument est avancé comme un cheval de Troie pour s'imposer dans le débat de la lutte contre le tabagisme. Cela permet aux industriels d'apparaître comme des interlocuteurs crédibles, soucieux de lutter contre le commerce illicite et ainsi d'influencer les décisions politiques sur le sujet⁹.

En se défaussant sur la prétendue responsabilité de la politique fiscale des produits du tabac dans l'augmentation du commerce illicite, les fabricants ne mentionnent pas le fait qu'ils tirent profit de ces ventes, qu'elles soient légales comme illégales. La baisse de la consommation de tabac en France, comme à l'échelle internationale, ces dernières années suggère que les politiques fiscales sur la vente de ces produits contribuent bien à la réduction du marché des produits du tabac dans sa globalité et participent donc en réalité à la réduction du commerce illicite en termes absolus.

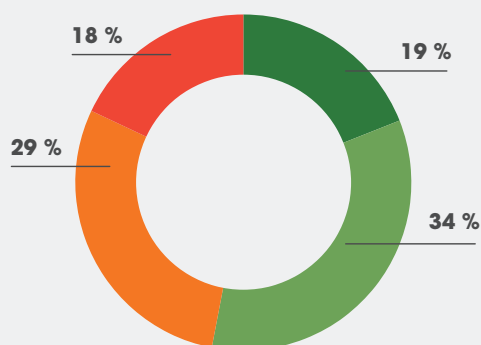
⁸ Phillip Morris International. Illicit tobacco trade prevention, 2020. Disponible sur : <https://www.pmi.com/integrated-report-2019/operating-with-excellence/illicit-tobacco-trade-prevention>

⁹ Smith KE, Savell E, Gilmore AB. What is known about tobacco industry efforts to influence tobacco tax? A systematic review of empirical studies. *Tob Control*. 2013;22(2):144-153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050098

L'idée selon laquelle le tabac rapporte plus à la collectivité qu'elle ne lui en coûte en dépenses de santé reste ancrée chez une majorité de Français

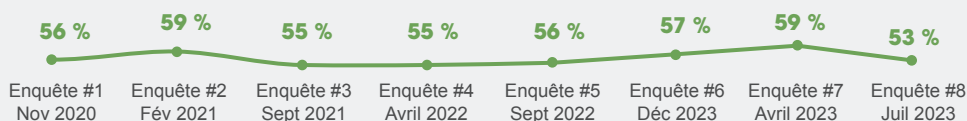
Accord ou désaccord avec l'affirmation « La vente de tabac rapporte plus à la collectivité qu'elle ne lui en coûte en dépenses de santé » parmi les 15 ans et plus en juillet 2023 (N=1000)

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord



SOUS TOTAL D'ACCORD
53 %

+ Fumeur : 69 %
- Ancien fumeur : 48 %



Nos enquêtes révèlent que 53% des Français considèrent que la vente de tabac rapporte plus à la collectivité qu'elle ne lui en coûte en dépenses de santé. Pourtant le coût des soins engendrés par le tabac dépasse largement celui des recettes des taxes prélevées sur sa vente et l'idée que la vente de tabac apporterait des bénéfices à l'Etat est donc totalement infondée. Si l'on prend en compte toutes les conséquences de la consommation du tabac (arrêts maladie, pertes de production, dépenses en prévention, taxes prélevées, etc.), le coût social du tabac s'élève même à 156 milliards d'euros par an soit 2300 euros par an par habitant, fumeurs, non-fumeurs et enfants compris¹⁰. Il est donc essentiel de continuer à lutter contre ces idées entretenues par les industriels en informant sur leurs pratiques et en déconstruisant un faux récit selon lequel l'Etat profiterait des ventes du tabac.

¹⁰Kopp P. Le coût social des drogues : estimation en France en 2019. OFDT; 2023 juill.

Conclusion

Si nos enquêtes montrent que la consommation de tabac est perçue de plus en plus négativement par les Français, cette attitude demeure cependant ambivalente. Le fait de fumer est encore majoritairement abordé comme un choix personnel relevant uniquement de la liberté individuelle de chacun. Or le tabagisme est avant tout une addiction entretenue par l'industrie du tabac. Si trop peu de Français sont conscients des conséquences sociétales et environnementales de l'activité des cigarettiers, ceux-ci s'avèrent très réceptifs à ces nouveaux messages visant l'industrie du tabac, ce qui souligne ainsi la nécessité de renouveler le prisme par lequel est envisagé la prévention du tabagisme.

À long terme, on peut escompter des effets multiplicateurs bénéfiques des actions visant à changer la perception du tabac au sein de notre société : si la désirabilité sociale du tabac diminue et que la stigmatisation des méfaits de son industrie augmente, alors la consommation de tabac des Français en sera progressivement affectée et diminuée. En menant des actions déconstruisant l'ensemble des mécanismes sociaux favorisant le tabagisme, en complémentarité avec les autres actions de prévention initiées par les acteurs français de la lutte contre le tabac, on peut s'attendre à une baisse progressive et significative de la prévalence tabagique et espérer contribuer à l'émergence de premières générations sans tabac.



www.alliancecontreletabac.org

